

Comme l'écrit à juste titre *la Croix*, la CCBF n'est pas invitée à « Promesse d'Eglise ». Mais les lecteurs de *la Croix* ont sans doute besoin de connaître le point de vue de la Conférence des baptisé.e.s. « Promesse d'Eglise » ne nous apparaît en l'état que comme le contrefeu d'une institution déstabilisée par l'initiative d'un pape qui lui s'adresse directement à **tous les baptisés** pour appeler au changement dans sa « Lettre au peuple de Dieu ». On apprend qu'une trentaine d'associations et de mouvements y souscrivent.

Dans la double page du journal *La Croix*, les promoteurs de « Promesse d'Eglise » affirment très clairement qu'ils n'ont pas « vocation à être représentatifs des catholiques de France, ni d'être le porte-voix des laïcs ». Agrégés par cooptation, leur dénominateur commun est d'être liés, de manière plus ou moins étroite à la hiérarchie ecclésiale. Mgr D. Blanchet confirme : « il s'agit bien d'une démarche des mouvements et associations catholiques » qu'avec Mgr F. Fonlupt il accompagne, sur mandat du président de la « Conférence des évêques de France ».

Ce qui aurait dû être une initiative féconde, à l'instar de la commission Sauvé, devient selon ce que l'article rapporte, un club. Une question demeure, tous ces participants poursuivent-ils le même but ?

« Promesse d'Eglise » telle qu'elle se donne à voir dans cet article est le symétrique inverse de la « Lettre au peuple de Dieu » du pape François, qui est un appel à l'engagement de **tout le peuple des baptisés pour combattre ensemble le cléricalisme et ses abus**.

Dans la configuration présente de « Promesse d'Eglise », une trentaine de mouvements et d'associations, qui ne représentent qu'eux-mêmes, tandis tous les autres catholiques sont écartés. Il importe de sortir de cette situation paradoxale, porteuse de multiples tensions et confusions. L'expression libre et confiante de tous les baptisés fait-elle peur au point qu'il faille sans cesse ajouter de la médiation à de la médiation, jusqu'à ce que toute parole perde sens et sel ? On comprend alors que le chemin synodal allemand, qui est, rappelons-le, une voie de dialogue entre les clercs et l'ensemble des laïcs, ne soit pas envisagé par cette entité. C'est ce qui ressort d'une lecture factuelle de cette longue interview, alors que l'on se surprend à espérer encore et toujours un sursaut.

Certains membres actifs de ce magistère, effrayés par la rapidité du déclin de l'Eglise de France, donnent ainsi le sentiment de chercher à resserrer les rangs. L'urgence de la situation ne demanderait-elle pas, au contraire, tout autre chose ?

En somme, en 18 mois, c'est une structure ayant l'ambition officielle de ne pas en avoir qui finalement voit le jour, alors que le petit cercle, à l'origine de cette impulsion, avait sans doute au cœur le désir profond de répondre en vérité à l'appel du pape François sans en distordre les termes.

Malgré ces multiples paradoxes et empêchements artificiels, la « Conférence des baptisé.e.s » ne refuse aucune collaboration constructive et saine. Elle rappelle que des méthodes existent pour faire avancer le bateau sur des eaux claires et qu'elle dispose de toutes les ressources pour y contribuer. Elle réitère sa proposition d'une délégation de laïcs, vraiment représentatifs de l'ensemble des baptisés, qui contribue aux travaux préparatoires du prochain synode des évêques sur la synodalité et se rend à Rome pour y participer pleinement. Rien de durable ne se fera en Eglise sans le *sensus fidei* de **tous les baptisés, clercs et laïcs**.

Pour la Conférence des baptisé.e.s, Paule Zellitch, présidente.